Les tumultueuses relations des économistes français avec le marxisme : une mise en perspective historique

The tumultuous relationships of French economists with Marxism : an historical perspective

Die stürmischen Beziehungen der französischen Wirtschaftsforschung mit dem Marxismus: eine historische Perspektive

Thierry Pouch

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/leportique/2718>

DOI : 10.4000/leportique.2718

ISSN : 1777-5280

Éditeur

Association "Les Amis du Portique"

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2014

ISSN : 1283-8594

Référence électronique

Thierry Pouch, « Les tumultueuses relations des économistes français avec le marxisme : une mise en perspective historique », *Le Portique* [En ligne], 32 | 2014, document 3, mis en ligne le 05 février 2016, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/leportique/2718> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/leportique.2718>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

Tous droits réservés

Les tumultueuses relations des économistes français avec le marxisme : une mise en perspective historique

The tumultuous relationships of French economists with Marxism : an historical perspective

Die stürmischen Beziehungen der französischen Wirtschaftsforschung mit dem Marxismus: eine historische Perspektive

Thierry Pouch

Aucune société constituée, aucun ordre établi ne voit d'un bon œil le développement d'une dialectique consciente, qui révèle à toute chose sa relativité et lui annonce sa fin inéluctable.
Jacques d'Hondt¹.

- ¹ Où en est le capitalisme mondial ? La crise actuelle, qui se déclenche avec l'éclatement de la bulle immobilière américaine durant l'été 2007, contient toutes les caractéristiques qui se manifestaient déjà dans les crises antérieures : rupture dans les rythmes de l'accumulation du capital, dévalorisation d'une fraction du capital, concentration des firmes, chômage de masse... À ces caractéristiques habituelles s'est ajouté le conflit que se livrent puissances industrialisées et émergentes pour l'accès aux ressources naturelles, qu'elles soient énergétiques ou agricoles (y compris le foncier), conflit sans doute sous-tendu par les rivalités que se livrent les nations pour l'hégémonie économique sur le monde. L'actualité de la crise redonne ainsi une légitimité au travail critique produit par Karl Marx, véritable machine à scruter, à démasquer, à dévoiler, quand ce n'est pas à épingle la logique dévastatrice du capital. Au travers de la lecture critique qu'il fit du capitalisme, de sa logique, de son

fonctionnement, Marx s'était fait, comme l'a rappelé fort justement Paul-Laurent Assoun, le « clinicien du social »².

- 2 Mais parmi les nombreux appels à rouvrir l'œuvre de Marx – qu'ils émanent de philosophes, de sociologues, d'historiens – et singulièrement sa critique de l'économie politique, on ne trouve guère d'économistes, du moins ceux occupant les positions dominantes au sein de l'Université. Que la crise actuelle fasse de Marx un penseur fréquentable, y compris d'ailleurs en matière de luttes politiques, semble échapper au monde des économistes enseignants-chercheurs. La perspective d'une réintroduction de Marx dans le champ de l'économie apparaît pour ce qu'elle est, c'est-à-dire globalement précaire. S'en remettre à l'auteur du *Capital* pour lire et comprendre la crise actuelle, ne serait-ce pas reconnaître ce que Marx a découvert, à savoir la genèse et la logique du capital, et ainsi mettre au jour son secret bien gardé par ses représentants et ses serviteurs ? Il s'ensuit que le retour du marxisme en économie est des plus improbables, sa disparition à partir du début des années quatre-vingt ayant laissé des traces durables, d'autant plus que les conditions politiques de sa résurgence dans le champ de la science économique ne sont pour le moment que peu réunies.
- 3 Les économistes d'aujourd'hui, obsédés par l'adéquation de leurs recherches aux canons d'une scientificité pourtant socialement construite, s'interdisent de penser la société autrement qu'au travers du prisme de la richesse et de sa possession, alors que Marx avait initié ses lecteurs à l'émancipation, à la jouissance de et par l'être. Il faut remonter aux années quatre-vingt pour voir Marx et le marxisme discrédités, rejetés hors du champ de l'économie, au motif qu'ils ne répondaient pas aux critères de la scientificité dans cette discipline. S'en remettre à Marx et au marxisme aujourd'hui reviendrait pour les économistes universitaires à se priver de ce que Pierre Bourdieu avait appelé un « effet de science », et par voie de conséquence des « profits sociaux » engendrés par la mise en conformité des recherches aux « formes extérieures de la science »³.
- 4 Il n'en fut pourtant pas toujours ainsi. Marx et le marxisme, sous des variantes nombreuses, étaient parvenus à investir l'Université française et les enseignements d'économie qui y étaient prodigués, et ce sur une période somme toute suffisamment longue pour que l'on se penche sur les conditions de cette implantation, puis, forcément, sur les raisons de leur déclin. L'introduction du marxisme en économie fut d'ailleurs l'un des supports d'avancées significatives de la théorie économique durant la seconde moitié du ^{xx}e siècle. Il s'agira ici de procéder à quelques rappels diachroniques de la relation complexe, tumultueuse, entre les économistes français et le marxisme, entre 1950 et aujourd'hui.
- 5 Cet article est construit sur une périodisation de la présence du marxisme en économie dans les Universités françaises. Il partira des années cinquante pour arriver à la situation présente où, à la faveur de la crise, chacun s'attendrait à voir resurgir une critique de l'économie politique et donc du capitalisme, afin de le saisir comme totalité contradictoire, et contrecarrer ainsi une tendance si répandue à sa seule dénonciation morale⁴. Mise en perspective historique qui montrera la distance qui nous sépare des années de controverses passionnées à propos de Marx et du marxisme – et qui ne fut pas seulement un « marxisme de la chaire » – en économie, du moment présent où de telles controverses sont encore très largement étouffées par les exigences du monde académique et celles du capitalisme.

L'implantation du marxisme en économie à partir de 1950

- 6 Rien ne prédisposait l'économie comme champ scientifique à s'ouvrir au marxisme à partir des années cinquante. Plusieurs intellectuels de renom ont sur ce point corroboré le constat que dressa Jean-Paul Sartre dans *Questions de méthode*. Selon Sartre,

Quand j'avais vingt ans, en 1925, il n'y avait pas de chaire de marxisme à l'Université et les étudiants communistes se gardaient bien de recourir au marxisme ou même de le nommer dans leurs dissertations.
- 7 Dans le cas de l'économie, c'est Raymond Aron qui indiqua que l'on

chercherait en vain un économiste digne de ce nom que l'on pût qualifier de marxiste au sens strict du terme⁵.
- 8 Les connaisseurs et diffuseurs de la pensée de Marx évoluaient davantage en dehors de l'Université, à l'instar d'un Jean Duret qui publia en 1933 *Le Marxisme et les Crises*, dans lequel il ironise sur les lacunes des professeurs d'économie des Facultés de Droit en matière de pensée marxiste, allusion directe à la vision erronée de la théorie de la « valeur-travail » contenue dans le manuel d'*Histoire des doctrines économiques* publié en 1920 par Charles Gide et Charles Rist. L'après-guerre constitue pourtant un vrai tournant, en ce sens que les Facultés de Droit dans lesquelles l'économie est enseignée, pourtant réputées pour leur conservatisme intellectuel et scientifique, vont progressivement s'ouvrir au marxisme.

Courant humaniste versus économistes membres du PCF (1950-1961)

- 9 C'est à partir du tout début des années cinquante que des professeurs d'économie des Facultés de Droit – essentiellement celle de Paris – vont introduire le marxisme dans leurs cours et leurs publications. Jean Lhomme, Jean Marchal, André Piettre, figurent parmi les économistes les plus réceptifs à la pensée de Marx et au marxisme. Que disent ces économistes ? D'abord qu'il y a fondamentalement une impossibilité d'enseigner l'économie sans un détour par Marx et par le marxisme. Ensuite que les étudiants sont dans une ignorance totale à l'égard du marxisme alors qu'ils abordent l'étude des problèmes économiques et sociaux de leur temps, dans un contexte de modernisation des structures économiques et sociales de la France (Marchal ajouta d'ailleurs dans son livre de 1955, *Deux essais sur le marxisme*, qu'il s'agissait de les préparer à la vie tout court !). Outre cette préparation des jeunes étudiants à la lecture du capitalisme et de ses mutations du moment, il s'agissait également d'admettre que l'économie, en tant que discipline scientifique, pouvait s'enrichir de la contribution de Marx⁶.
- 10 Pourquoi le disent-ils ? Des raisons internes à la discipline autant que des raisons externes propres aux profils des professeurs expliquent cette ouverture au marxisme en économie. Concernant les raisons internes, il faut y voir la nécessité pour ces professeurs de contenir, voire de contrer la domination que commence à exercer la théorie néo-classique dans le champ de la science économique, surtout depuis le reflux de l'école institutionnaliste américaine, pourtant toute proche de renverser les prétentions à l'hégémonie des économistes néo-classiques durant l'entre-deux guerres. Marx mais aussi Keynes, sont vus comme des remparts à cette affirmation de l'école

néo-classique. Une véritable géopolitique des idées économiques se met en place, avec notamment la création en France, en 1950, de la *Revue économique* (laquelle aurait d'ailleurs dû s'appeler « *Revue économique et sociale* », signifiant par-là que l'économie devait être à l'écoute des autres sciences sociales, à commencer par la sociologie), autour de Fernand Braudel, Albert Aftalion, Jean Lhomme, les frères Marchal...

- 11 Dans le premier numéro de la *Revue économique*, un article signé de Jacques Lecaillon retient l'attention dans la mesure où il fait de Marx et de Keynes deux auteurs ayant apporté des « contributions décisives au renouvellement de la marche de la science et n'est-ce pas encore les compter que de les placer tous deux sur le plan du génie ? »⁷. Dans cette nouvelle revue figureront très vite des articles d'économistes marxistes, qui vont par la suite influencer grandement le processus de diffusion et d'implantation de la pensée marxiste en économie (Charles Bettelheim, Suzanne de Brunhoff, Henri Denis...).
- 12 Si la montée en puissance de l'économie néo-classique fait réagir les économistes français, c'est parce qu'ils y voient aussi la traduction d'une idéologie libérale qui enferme l'homme dans une logique strictement mercantile, constituant une menace pour la préservation du lien social. C'est pourquoi plusieurs d'entre eux vont réaliser des travaux sur la répartition de la richesse nationale. Les racines de cette posture se situent dans le catholicisme social. On comprend mieux alors pourquoi ils se tournent vers le Marx « humaniste », et non le Marx porteur du projet communiste, car ils voient dans ce système économique tel qu'il se déploie en URSS une autre menace pour l'homme. En d'autres termes, l'usage qu'ils font de Marx leur apporte une caution morale.
- 13 Il y a une raison plus externe à cette adhésion toute relative au marxisme chez ces économistes. Il faut en effet y voir une manière de blanchir leur implication, directe ou indirecte, dans l'idéologie corporatiste des années de collaboration. Tous les économistes cités plus haut ont en effet publié des textes durant les années quarante, traitant des vertus du corporatisme et soulignant l'importance de l'artisanat et de la paysannerie dans le renouveau de la France. Ce fut aussi le cas d'un professeur a priori peu suspect de compromission, tant son œuvre constitua l'un des vecteurs de l'implantation du marxisme en économie dans les Universités françaises. Il s'agit d'Henri Denis. La publication en 1941 de son « Que sais-je ? » aux PUF, *La Corporation*⁸, constitue de ce point de vue une bonne illustration des engagements et des revirements idéologiques de ces professeurs d'économie⁹. Seule exception à ce tableau, la position d'Henri Bartoli. Ce fils de résistant, intellectuel catholique, proche du courant personnaliste d'Emmanuel Mounier, professeur d'économie à la Faculté de Grenoble, puis à Paris, a, au contraire de ses collègues, tenté de concilier humanisme et communisme. Dans plusieurs ouvrages qui ont contribué à la diffusion de la pensée de Marx en économie, Bartoli indique qu'elle a « restauré la dignité de l'homme », en refusant de faire de celui-ci une marchandise¹⁰.
- 14 L'Université française, les Facultés de Droit, s'ouvrent donc au marxisme. Le contexte géopolitique l'exige d'une certaine manière. Cette entrée est accueillie avec une dose d'ironie de la part du Parti Communiste Français et de ses économistes. La création en 1954 de la revue marxiste d'économie, *Économie et politique*, formera une plate-forme à partir de laquelle les débats vont pouvoir s'engager entre les économistes humanistes et ceux se réclamant de Marx en tant que celui-ci fut porteur de l'idée communiste. La place manque ici pour citer les nombreux auteurs d'articles dont la trame est de porter

la contradiction aux économistes des Facultés qui redécouvrent Marx et le marxisme. Signalons simplement le rôle décisif qu'y joue Henri Denis, rédacteur en chef de la revue et professeur agrégé d'économie à la Faculté de Droit de Rennes. Dans plusieurs de ses articles, tout comme dans son ouvrage *La Valeur*, publié aux éditions Sociales en 1950, Denis fustige l'interprétation de l'œuvre économique de Marx par ses collègues de Paris, mais également par le jésuite Pierre-Yves Calvez. À la « science catholique » doit être opposée une « science marxiste » véritable, et le projet révolutionnaire se substituer au projet de libération de l'homme par Dieu¹¹. On peut alors mesurer le chemin parcouru par Denis entre ses écrits des années quarante et ses positions à partir de 1950.

- 15 Ces débats, plutôt vifs, constituent des marqueurs de l'introduction du marxisme en économie. Dès ce moment, le marxisme s'inscrit dans un pensable social-historique qui se prolonge jusque vers la fin des années soixante-dix. Mais les détenteurs du pouvoir au sein de l'Université, les humanistes, savent que les économistes marxistes pourraient diffuser un discours beaucoup plus incisif auprès d'étudiants qui commencent d'ailleurs, pour la plupart, à s'ouvrir à l'activisme politique dans un contexte de décolonisation. C'est pourquoi le recrutement de professeurs se réclamant pleinement de Marx et proches ou membres du PCF va être si complexe. Il faudra attendre la décennie soixante pour voir se dessiner une évolution des rapports de force au sein de l'Université.

Faire du marxisme une science ou l'apogée du marxisme dans les Universités

- 16 Au premier abord, il pourrait y avoir un paradoxe entre la période de croissance économique qui s'est ouverte dès la fin des années cinquante, et qui s'accompagne d'une implantation du marxisme en économie, et la situation actuelle de crise, se distinguant par une absence quasi-complète de Marx dans les analyses économiques. Paradoxe qui en réalité n'en fut pas un, car c'est précisément parce que le capitalisme français se modernisait que se posait pleinement la question de la place et du rôle de la classe ouvrière dans cette restructuration de l'économie. De plus, la période historique se distinguait par des luttes pour s'affranchir du joug colonial, engendrant de vastes réflexions pour jeter les jalons d'un développement économique centré sur le socialisme, l'économie soviétique *versus* chinoise, fournissant les modèles de référence. Trois pôles vont dès lors se former pour insérer et diffuser encore plus largement la question marxiste en économie dans le champ universitaire. Remarquons de plus que les économistes se réclamant de Marx vont bénéficier de ce qui se déroule en philosophie, en particulier l'intense activité intellectuelle qui s'enclenche avec la parution du *Pour Marx* de Louis Althusser en 1965 aux éditions Maspero.
- 17 Le premier pôle se constitua à partir du courant dit du *Capitalisme Monopoliste d'État* (CME), construction intellectuelle émanant des économistes membres du PCF. Il va s'agir à l'époque d'un point d'ancrage fondamental pour les économistes hétérodoxes, se réclamant peu ou prou de Marx et du marxisme et se situant dans une perspective de passage au socialisme. Cette théorie du CME n'a pas été à proprement parler une production universitaire, mais le fruit d'analyses présentées lors de la Conférence internationale de Choisy Le Roi des 26-29 mai 1966. Gravitant autour de Paul Boccara, agrégé d'histoire converti à l'économie et enseignant-chercheur à l'Université

d'Amiens, les économistes composant la cellule économique du PCF – certains d'entre eux professeurs d'économie à l'Université – vont même publier des articles dans ce qui devient progressivement la prestigieuse *Revue économique*. Le fil conducteur de ce qui allait être le point d'ancrage fondamental de l'hétérodoxie économique en France durant les années 1970 indique que le capitalisme a pris une forme nouvelle en atteignant le troisième stade de son développement (après les stades primitif-manufacturier et classique-concurrentiel), le stade impérialiste-monopoliste, prenant la forme du CME, lequel doit nécessairement déboucher sur le socialisme. L'armature théorique de l'analyse du CME et de sa crise s'appuie sur les développements livrés par Marx dans le Livre III du *Capital* (suraccumulation-dévalorisation du capital, baisse tendancielle du taux de profit, concentration du capital...). La phase de concentration se caractérise par un renforcement du rôle de l'État, ouvrant la voie au socialisme, notamment par le biais des nationalisations des monopoles, constitutive d'une abolition de la propriété privée des moyens de production. La théorie du CME atteint son point culminant avec la parution, en 1971, aux Éditions Sociales, du célèbre *Traité marxiste d'économie politique*, qui connut un succès important avec plus de 50 000 exemplaires vendus, mais surtout parce qu'il va constituer une source d'inspiration pour les rédacteurs du Programme commun de la gauche¹².

- 18 Un second pôle émerge à peu près simultanément, plus universitaire que le précédent. Il s'agit de l'économie du développement. Ce pôle se forme dans un contexte de décolonisation, et les économistes français qui en sont les initiateurs avancent que la sortie du sous-développement passe par le socialisme. Ils se sont nourris de la pensée « développementaliste », celle de G. Myrdal, R. Prebisch, C. Furtado et A. Hirschman. Il s'agissait pour ces économistes de faire contrepoids au modèle de Rostow, dont l'ouvrage resté célèbre, *Les Étapes de la croissance économique*, traduit en français en 1963, avait pour sous-titre, « manifeste non-communiste ». Mais ces débats se radicalisent très vite avec la création, dès 1960, autour d'Henri Laugier, de la *Revue Tiers-Monde*. Deux figures en constituent les coryphées : Gérard Destanne de Bernis, professeur à l'Université de Grenoble, et Charles Bettelheim, directeur d'études à la VI^e section de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE). Le premier produit des analyses – assorties de recommandations au gouvernement – sur le socialisme algérien, et publie, notamment dans *Tiers Monde* mais aussi dans la revue de François Perroux *Économie Appliquée*, de nombreux articles consacrés à la théorie des « industries industrialisantes » et de la « substitution d'importations ». Le second, entré dès l'âge de 20 ans aux Jeunesses communistes, directeur de la collection « économie et socialisme » chez Maspero, s'engage dans des analyses visant à montrer que le sous-développement n'est pas un retard à combler selon une logique capitaliste, mais doit être combattu par la voie de la planification socialiste, et construit une véritable économie politique du socialisme, dans laquelle se retrouveront de nombreux économistes assistant à ses conférences à l'EPHE¹³. Détenant tous les attributs du capital universitaire, Bettelheim et de Bernis articulent tous deux une approche scientifique du marxisme et un militantisme politique, qui les a conduits à conseiller divers gouvernements dans le Tiers-Monde (l'Algérie de Boumediene, l'Égypte de Nasser, l'Inde de Nehru, Castro à Cuba...).
- 19 Le rôle décisif que jouent ces économistes engagés dans la diffusion de la pensée marxiste en économie au sein de l'Université va trouver une résonance particulière avec l'enseignement de leur collègue qui dispense le cours d'Histoire de la pensée économique à la Faculté de Droit de Paris, Henri Denis. Son parcours politiquement

sinueux a été évoqué plus haut. Il convient maintenant de rappeler l'impact non moins décisif que ce professeur d'économie, récemment muté de Rennes à Paris, a pu avoir sur toute une génération d'étudiants, dont on sait que les effectifs à l'époque augmentent. La publication de son manuel d'*Histoire de la pensée économique* en 1966, dans l'espace des grands manuels académiques, la collection Thémis aux PUF¹⁴, est un moment crucial pour la pénétration du marxisme dans l'Université. Plus d'un tiers de l'ouvrage est consacré à Marx et au marxisme, Denis égratignant au passage tous les autres courants de la pensée économique, les néo-classiques bien entendu, mais aussi, plus surprenant aujourd'hui, les keynésiens et les institutionnalistes, position critique qui sera édulcorée dans les éditions suivantes du manuel¹⁵. La seconde moitié des années soixante consacre ainsi la vitalité de Marx et du marxisme dans un champ universitaire, l'économie, qui, auparavant, l'avait toujours maintenu à distance. Certes, des résistances s'organisent pour contenir l'arrivée des marxistes dans l'Université, mais le processus est bel et bien lancé. Une génération d'économistes talentueux, fins connaisseurs de la théorie économique, détenant tous les attributs du capital universitaire (thèses d'État, articles dans des Revues que l'on nomme aujourd'hui « à comité de lecture », ouvrages, et, pour certains d'entre eux, agrégation de l'enseignement supérieur en économie), vont propulser Marx et le marxisme sur le devant de la scène universitaire. Deux courants vont dans un premier temps s'opposer sur l'analyse de la pensée de Marx.

- 20 Le premier regroupe des économistes gravitant autour des *Cahiers d'économie politique*, revue fondée en 1974 à Amiens, et dont les travaux seront publiés dans la collection « Interventions en économie politique » aux Presses Universitaires de Grenoble. Carlo Benetti, Jean Cartelier en sont les figures de proue. Toute leur entreprise est tournée vers l'étude de la structure logique de l'économie politique et la production d'une critique. Il s'agit de convoquer Marx non plus pour en faire un support d'une quelconque conquête politique, comme le font les économistes de la théorie du CME, mais pour confronter l'économie de Marx – et essentiellement le Livre I du *Capital*, seul Livre théorique abouti selon eux – en tant que discours scientifique à l'économie politique classique et néo-classique, dont seront contestées les catégories supposées naturelles. Ces économistes ont été pour la plupart des auditeurs assidus des séminaires de Louis Althusser à l'École Normale Supérieure. On imagine assez mal aujourd'hui le degré auquel fut portée la critique de l'économie néo-classique, contrastant radicalement avec le pouvoir que cette dernière détient dans le champ de la science économique depuis la fin des années soixante-dix¹⁶.
- 21 Le second groupe se constitue autour d'une autre revue, *Critiques de l'économie politique*, éditée par Maspero, maison d'éditions dont on ne soulignera jamais assez le rôle déterminant qu'elle joua dans la diffusion de la pensée critique en France. Jean-Luc Dallemagne, Jacques Valier et Pierre Salama en furent les chefs de file. Comme leurs collègues, ils sont agrégés, publient articles et ouvrages, et entendent contribuer à une critique féroce mais scientifique de l'économie politique. Ce qui les différencie en revanche de leurs « camarades » des *Cahiers d'économie politique* a trait à la fois à leur interprétation de Marx et à leur positionnement dans le militantisme politique. Ces économistes critiques n'entendent pas se limiter au seul Livre I, c'est-à-dire à la seule critique de l'économie politique. Si cette dimension reste centrale, elle doit être complétée par le déploiement d'une économie politique du socialisme. C'est pourquoi ils attachèrent tant d'importance à la lecture du Livre III du *Capital*, et en particulier à la problématique de la transformation des valeurs en prix de production. Le Livre III fut

perçu comme un élément indispensable à la compréhension de la dynamique du capital, de ses contradictions, avec en toile de fond, la controverse autour de la mesure et de l'interprétation de la baisse tendancielle du taux de profit. Ce faisant, ces économistes, pour la plupart membres ou sympathisants – en empruntant parfois des pseudonymes – de la *Ligue Communiste révolutionnaire* (LCR), ont pour souci de ne pas dissocier analyse théorique et action politique, et inscrivent leurs réflexions et leurs actions militantes, dans le cadre de la IV^e Internationale. Ces économistes n'oublient pas en effet l'articulation établie par Marx entre la théorie des rapports sociaux de production et celle de la *praxis*, les hommes étant les auteurs de leur changement.

- 22 Tous ces économistes s'attacheront à revisiter Marx et ses exégètes, Lénine, Rosa Luxemburg, Hilferding... et construiront une critique radicale de la pensée économique bourgeoise, y compris son approche de l'échange international, à un moment où les signes annonciateurs de ce que l'on nomme aujourd'hui la mondialisation se mettent en place. Outre les articles publiés dans des revues académiques, des ouvrages paraissent dans de prestigieuses maisons d'édition, à commencer par les PUF, et notamment dans la collection « économie en liberté », que dirigent Marc Guillaume et Jacques Attali.
- 23 À la périphérie de l'Université se déploient deux autres courants de pensée critique, s'appuyant sur Marx et les auteurs marxistes. Il s'agit des ingénieurs économistes. D'abord ceux de l'INRA qui initient un débat autour du statut de l'agriculture dans le capitalisme contemporain, actualisant celui amorcé par Marx dans le Livre III du *Capital*, prolongé en 1900 par Kautsky dans la *Question agraire*. Faute de place, indiquons seulement que ces auteurs entendaient vérifier si la petite production marchande (petite exploitation familiale agricole), allait être absorbée comme l'avait prévu Marx et Kautsky par et dans le mode de production capitaliste, ou bien si l'évolution même du capitalisme allait déboucher sur le maintien de ces formes de production¹⁷. On mesure aujourd'hui l'importance d'une telle problématique à l'heure où l'agriculture fait l'objet d'un intérêt scientifique nouveau, autour des questions comme la formation des prix agricoles dans le capitalisme mondialisé ou la rente foncière en raison du processus d'accaparement des terres dans certaines régions du monde¹⁸.
- 24 Ensuite, à partir de 1974, s'affirme la théorie de la régulation. C'est un moment important dans l'histoire récente de la science économique en France. Elle se décompose en deux écoles qui ne cesseront de débattre de la dynamique du capitalisme, de la genèse de la crise qui s'enclenche à la fin des années soixante, et des conditions de sortie de crise. La première école se structure autour de l'Université de Grenoble et du *Groupe de Recherche sur la Régulation des Économies Capitalistes* (GRREC) avec Gérard Destanne de Bernis comme chef de file, et prolonge en quelque sorte la théorie du CME. La seconde, l'école parisienne de la régulation, connaîtra une audience universitaire considérable, y compris internationale. Ses figures de proue sont Michel Aglietta, Robert Boyer, Alain Lipietz. Ces économistes se différencient de leurs collègues/concurrents de Grenoble par une formation, l'école Polytechnique, par des lieux institutionnels, l'administration économique (INSEE, Direction de la Prévision, le CEPREMAP...) au sein de laquelle ils participent de près ou de loin à l'expérience de la planification à la française et à la construction des modèles macroéconométriques. Leur parcours va les conduire à critiquer ces modèles, à se distancier de la théorie du CME et de sa dimension téléologique, et à entrer en rébellion contre le structuralisme de Louis Althusser.

- 25 Le succès de ce courant tient également à des lieux de visibilité : les revues académiques en raison du capital symbolique qu'ils détiennent (mathématiques, statistiques, théorie économique...), les ouvrages, les enseignements qu'ils professent dans les Universités, les formations qu'ils effectuent auprès des professeurs de l'enseignement secondaire, ainsi que l'écho que leurs travaux reçoivent dans une revue comme *Alternatives économiques*, écho qui ira jusqu'à proposer des sujets de baccalauréat (série B puis ES), en particulier sur l'émergence puis la crise du fordisme.
- 26 L'école parisienne de la régulation est à l'origine d'une analyse des régimes d'accumulation et des modes de régulation (relations État/économie, régime monétaire, rapport salarial, formes de la concurrence, formes d'insertion dans la division internationale du travail) qui ponctuent l'histoire du capitalisme. Pour ces économistes, une « grande crise capitaliste » traduit l'incapacité du système à maintenir le rythme de l'accumulation du capital et le mode de régulation antérieurs. Selon Aglietta, qui eut comme directeur de thèse Raymond Barre, la théorie de la régulation se présente comme une alternative crédible au modèle néo-classique dominant¹⁹.
- 27 Revues, ouvrages, thèses, séminaires, cours et manuels, la référence marxiste a constitué durant les années soixante et soixante-dix un point de passage obligé pour ces jeunes économistes et pour des cohortes enthousiasmées d'étudiants, pris par ailleurs dans les dédales du militantisme politique et de la lutte contre l'impérialisme. L'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981, après près d'un quart de siècle d'opposition, a sans doute sonné comme un aboutissement, une récompense politique à ce déploiement d'énergie intellectuelle. Bien que s'insérant dans un lieu institutionnel plutôt dominé par des forces conservatrices, les économistes font pencher la balance du côté de l'hétérodoxie radicale, le marxisme.
- 28 La visibilité du marxisme en économie apparaît toutefois bien paradoxale, car c'est au moment même où ce courant de pensée s'affirme, se répand, que les forces conservatrices se déploient, cherchant à inverser une dynamique engagée depuis les années cinquante. Pour le cas français, le drame fut que la gauche de gouvernement y apporta sa contribution dès 1983.

Le reflux du marxisme

- 29 Si les économistes ont entrepris de rendre visible Marx et le marxisme dans les Universités ou dans des institutions d'État, ce processus contenait en germes les signes annonciateurs du déclin. Si Marx avait été un économiste figurant dans la galerie de portraits des auteurs allant de Smith à Walras, voire Keynes, nul doute qu'il serait encore aujourd'hui étudié et enseigné. Seulement voilà, il fut aussi, et surtout, le penseur de l'émancipation, le clinicien de la révolution, l'auteur d'une œuvre politique et philosophique. En cela, il est l'un des représentants de la dialectique, des contradictions du capitalisme, de la lutte des classes, donnant à penser que ce système, comme tout autre chose, a nécessairement une fin, et qu'en cela, il franchit allègrement les frontières du monde académique, lui qui n'était d'ailleurs pas universitaire. Le marxisme n'est en ce sens pas seulement un « marxisme de la chaire ». C'est pourquoi les États, soutenus dans cette expérience de rétablissement de l'ordre scientifique, vont exercer ce que l'on nomme communément depuis Max Weber, leur monopole de la violence symbolique. Ce qui compte désormais, c'est de légitimer le capitalisme et de le

pérenniser, quel qu'en soit le coût social. Les forces sociales dominantes ne peuvent prendre le risque de voir se rejouer le traumatisme ressenti avec l'Union soviétique et la crise des années trente, porteuses de menaces pour le système économique et la propriété des moyens de production²⁰.

L'économie prise dans le cycle idéologique des années 1980

- 30 Sur fond d'échec politique du soulèvement de mai 1968, le discrédit dont vont être l'objet Marx et le marxisme en économie ne peut être dissocié du procès intenté globalement à leur égard qui est instruit dès la fin des années soixante-dix. La problématique des droits de l'homme et du totalitarisme se construit sur la base d'une critique de l'utopie marxiste, et s'appuie sur un célèbre passage du *Discours de Suède*, prononcé par Albert Camus lors de l'attribution du Prix Nobel de Littérature en décembre 1957 :

Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse²¹.

- 31 En écho à cette sentence et largement diffusée par les médias, à commencer par le *Nouvel Observateur* et l'émission *Apostrophes*, toute la posture des intellectuels et des « nouveaux philosophes » (véritables « penseurs sans pensée » comme l'aurait dit Pierre Bourdieu), pour qui l'Union soviétique et donc le marxisme étaient le mal absolu, l'incarnation de la brutalité du xx^e siècle, et selon qui Soljenitsyne incarnait la figure de l'intellectuel dissident contre celle de l'intellectuel prophétique. Une vaste entreprise de dépolitisation s'enclenche dès ce moment, aboutissant au fil des années à imposer les droits individuels et de la propriété au détriment de toute perspective d'émancipation sociale. La problématique antitotalitaire va progressivement s'imposer dans la jeunesse, au point de constituer l'un des maillons de la dépolitisation des sociétés.
- 32 C'est dans ce contexte que la visibilité du marxisme en économie connaît une érosion certaine. Dès la fin des années soixante-dix, cette première phase de l'érosion du marxisme entre en résonance avec l'affirmation de ce que l'on a rapidement appelé le « néo-libéralisme ». La figure emblématique de cette « révolution conservatrice » est Friedrich Hayek, économiste et lauréat en 1974 du Prix Banque de Suède pour la science économique (abusivement nommé Prix Nobel d'économie). Un combat acharné est livré contre toute forme d'interventionnisme étatique dans les mécanismes de l'économie, et par voie de conséquence, contre le keynésianisme hier triomphant. Marx n'échappe pas à cette lutte pour imposer les idées et les pratiques libérales, en économie comme en politique. En France, le tournant néolibéral s'opère trois ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, sous l'impulsion de personnalités comme Jacques Delors, l'un des artisans de la dérégulation et de la financiarisation de l'économie française, sous couvert de poursuivre et d'approfondir la construction européenne, véritable laboratoire d'expérimentation des idées libérales²².
- 33 Pour bien comprendre les termes du combat mené à l'encontre de tout ce qui ressemble de près ou de loin au socialisme, il est nécessaire de se pencher sur deux ouvrages de Hayek. Le premier, paru en 1944, intitulé *la Route de la servitude*, développe une critique radicale de l'interventionnisme étatique. L'État, sous sa forme social-démocrate ou

collectiviste, est selon Hayek le ferment de la privation des libertés politique et économique, le capitalisme étant le seul système permettant à la vie démocratique de se déployer et de se maintenir. Le second est *Droit, législation et liberté*, paru en trois volumes et traduit en français au début des années 1980 aux PUF, dans la collection « Libre-échange »²³. En France, plusieurs économistes vont être les chantres du néo-libéralisme et de sa diffusion la plus large possible : Pascal Salin, Florin Aftalion, André Fourçans et Henri Lepage, aujourd'hui encore actifs notamment au sein du *think tank* Institut Turgot²⁴.

Le déclin par l'intérieur de la science économique

- 34 C'est dans cette conjoncture idéologique que les économistes qui, hier, travaillaient et diffusaient les idées économiques de Marx, vont, de l'intérieur, discréditer le marxisme. Deux ouvrages fondamentaux apportent une contribution décisive, et, pourrait-on dire, irréversible, au processus de déclin de la pensée critique marxiste. D'abord celui d'Henri Denis, encore lui, qui, dans *L'Économie de Marx, histoire d'un échec*, paru en 1980 aux PUF, poursuit son décorticage des écrits économiques de Marx, et décèle les contradictions et les limites contenues dans les travaux du philosophe allemand. Elles trouvent leur source dans les hésitations de Marx vis-à-vis de la dialectique hégélienne, le conduisant à opter *in fine* pour la théorie de la valeur-travail de Ricardo, faisant du même coup de Marx le dernier des classiques. Denis en déduit que Marx a échoué à produire une science authentique de l'économie marchande. Une première étape est franchie dans le long processus qui va aboutir à l'éviction de la théorie de la valeur de Marx²⁵.
- 35 Faire de Marx l'héritier direct des économistes classiques, et évacuer la valeur et la plus-value, est une entreprise qui trouve son prolongement dans un second livre, celui de Carlo Benetti et Jean Cartelier, *Marchands, salariat et capitalistes*, publié en 1981 aux Presses Universitaires de Grenoble, dans la collection « Interventions critiques en économie politique », qui disparaîtra d'ailleurs deux ans plus tard. Ils voient dans l'économie de Marx une transposition des catégories des classiques que par ailleurs il ne cesse de critiquer. Quelques années plus tard, Cartelier, dans un article sur la théorie de la régulation co-signé avec Michel de Vroey, indique qu'il faut renoncer à mettre l'accent sur la critique idéologique de la théorie néo-classique, qu'il convient *a contrario* de se frotter à elle²⁶. Il est d'autant plus recommandé de le faire que ces économistes détiennent les attributs de la rigueur scientifique, notamment dans l'usage qu'ils font de l'outil mathématique.
- 36 Du côté de l'école de la régulation, la trajectoire est sensiblement la même. L'évacuation de la théorie de la valeur a constitué l'objectif d'Aglietta et Orléan dans *La Violence de la monnaie*, paru en 1982 aux PUF²⁷. Les limites de la valeur les conduisent à construire une théorie de la monnaie fondée sur l'anthropologie girardienne de la violence. Dans tous ces cas de figure, on assiste à un repositionnement des recherches et travaux dans l'espace des publications. Il s'inscrit dans un vaste processus de professionnalisation du champ de l'économie, « le désir de faire science » étant de plus en plus structurant pour les économistes. C'est en effet durant les années soixante-dix que sont imposées les normes scientifiques en vigueur aux États-Unis, sous l'impulsion notamment d'Edmond Malinvaud, alors directeur général de l'INSEE. Les luttes engagées durant la crise américaine des années 1930 contre les courants

institutionnalistes avec la création de la Société d'économétrie, trouvent leur point d'aboutissement en France. Beaucoup d'économistes ont pris la mesure du retard pris par la science économique en France, imputable selon eux au keynésianisme et au marxisme. La formalisation devient un langage commun, au même titre que l'anglais, et les revues académiques opèrent une mutation radicale, à l'instar de l'évolution de la *Revue économique*²⁸. Une hiérarchie sociale des économistes en a découlé, à partir de laquelle il est possible de repérer les stratégies de maximisation des profits symboliques.

- 37 Tous les facteurs, qu'ils soient politiques ou inhérents au champ de l'économie, ont convergé pour faire de Marx et du marxisme un corps étranger qu'il convenait de rejeter hors de la science économique. Aujourd'hui, en pleine crise, Marx est sans doute évoqué, mais guère étudié. L'analyse critique du capitalisme, de ses crises, de ses répercussions sociales, reste l'apanage d'un petit groupe d'économistes, bien souvent chercheurs mais bien peu voire pas du tout universitaires. Ainsi en est-il de ceux gravitant autour d'*Actuel Marx*, dont la visibilité est assurée par la publication de la revue du même nom autour de Duménil et Lévy. Ces deux économistes, aux trajectoires différentes, l'un ayant été formé à HEC, l'autre physicien d'origine, ont une connaissance intime de l'œuvre économique de Marx, leur contribution au renouvellement des analyses critiques du capitalisme et de ses crises dans une perspective historique, de la valorisation/dévalorisation du capital, leur ayant procuré une audience internationale. Toutefois, ce qui distingue ce groupe, a trait au fait que la démarche critique qu'il déploie s'est ouverte aux philosophes et aux sociologues.

Éléments de conclusion

- 38 Doit-on, au regard de ce tour d'horizon de la présence puis du déclin du marxisme en économie, en déduire qu'il s'agit d'un chapitre clos dans l'histoire récente de la pensée économique en France ? La crise actuelle, nous l'avons indiqué d'emblée, constitue une réelle incitation à relire Marx, à saisir cette « cage de fer » qu'est le capitalisme comme une réalité contradictoire, et à l'assortir d'un combat politique. Outre le temps nécessaire requis pour y parvenir, ce serait inscrire une démarche intellectuelle dans une visée critique radicale tournée vers le capitalisme mais aussi, en l'occurrence envers les discours légitimant le système économique actuel. La période historique que nous vivons apparaît pourtant pour ce qu'elle est, des plus incertaines, prenant des allures de transition aléatoire entre la barbarie que sait engendrer le capitalisme, et la réactivation des luttes émancipatrices.
- 39 Concernant les économistes, ils semblent plutôt mal préparés à renouer avec un appareillage critique. Du côté de l'Université, la loi LRU, produite en 2007 sous l'ère Sarkozy, a en quelque sorte marchandisé le savoir, soustrayant ainsi les étudiants à toute tentation d'adhérer à une pensée critique²⁹. Au passage, le regain d'intérêt pour la régulation des économies – regain somme toute très relatif – de leurs circuits financiers notamment, se heurte à un puissant courant conservateur, adepte du libéralisme, que ce soit en Europe ou aux États-Unis. Faut-il alors prendre acte, comme nous y invite Perry Anderson, de la défaite historique de toute pensée critique, à commencer par celle léguée par Marx lui-même ? De la révolution conservatrice américaine du début des années quatre-vingt, dont s'est accommodée la social-démocratie européenne, au démantèlement de l'Université durant la décennie 2000, et faute d'une force collective

en mesure d'apporter la contradiction et de développer de nouvelles formes de luttes, le capital a anéanti la menace révolutionnaire. Malgré sa crise, le néolibéralisme domine, du Nord au Sud et d'Est en Ouest³⁰.

- 40 La mise en perspective de la présence active du marxisme en économie à laquelle nous venons de nous livrer atteste que le savoir économique est assujéti à la logique marchande qui, depuis le début du capitalisme, n'a cessé de structurer les rapports sociaux. Nous avons pourtant été avertis. De Marx à l'École de Francfort en passant par Weber, on sait que le capitalisme subordonne toute la condition humaine à son implacable logique marchande. Que dire de Marcel Mauss, qui, dans son *Essai sur le don*, lançait, à qui voulait l'entendre, que

« Ce sont nos sociétés d'Occident qui ont, très récemment, fait de l'homme un "animal économique" [...]. L'homo œconomicus n'est pas derrière nous, il est devant nous [...]. L'homme a très longtemps été autre chose ; et il n'y a pas bien longtemps qu'il est une machine, compliquée d'une machine à calculer »³¹.

- 41 Mobiliser Marx et le marxisme dans la période historique du moment demeure une tâche impérative pour ne pas être totalement broyé par la machine capitaliste. En économie, cette mobilisation consisterait à actualiser la critique de l'économie politique, dont l'outillage se trouve précisément chez Marx. Pour reprendre Sartre, le marxisme pourrait-il (re)-devenir la critique de l'horizon de toute culture ?

NOTES

1. J. D'HONDT, *Hegel et hégélianisme*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1982, p. 34.
2. Cf. P.-L. ASSOUN, *Marx et la répétition historique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978.
3. Cf. P. BOURDIEU, « Le champ scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 2-3, 1976, p. 88-104 et F. LORDON, « Le désir de "faire science" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 119, septembre 1997, p. 27-35, pour le cas précis de l'économie.
4. Cet article s'appuie sur un ouvrage que nous avons publié en 2001, et en constitue en quelque sorte une actualisation. Cf. T. POUCH, *Les Économistes français et le Marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1950-2000)*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Des Sociétés », 2001.
5. J.-P. SARTRE, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de philosophie, 1960, p. 25, et R. ARON, *L'Opium des intellectuels*, Paris, Gallimard, 1955, p. 155.
6. Cf. J. MARCHAL, *Cours d'économie politique*, éditions M.-T. Génin, Librairie de Médecis, 1950 ; J. MARCHAL, *Deux essais sur le marxisme*, éditions M.-T. Génin, Librairie de Médecis, 1955 et A. PIETTRE, *Marx et marxisme*, Presses Universitaires de France, 1957. Peut-on imaginer aujourd'hui des professeurs d'économie estimer que les apprentis économistes doivent lire Marx pour comprendre le capitalisme, voire pour se préparer à « la vie tout court » ?
7. J. LECAILLON, « Marx et Keynes devant la pensée économique contemporaine », *Revue économique*, numéros 1 et 2, 1950, p. 72-87 et p. 203-220, ici p. 220.
8. H. DENIS, *La Corporation*, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1941.

9. Dans un autre ouvrage, publié en 1942 aux PUF, *Introduction aux problèmes économiques*, Bibliothèque du peuple, Denis avance l'idée que « l'avènement du socialisme consacrerait la ruine de toute civilisation humaine », p. 60.
10. Bartoli a pointé les errements politiques de ses collègues durant la guerre. Cf. H. BARTOLI, *La Doctrine économique et sociale de Karl Marx*, éditions du Seuil, 1950 ; H. BARTOLI, *Science économique et travail*, éditions Dalloz, 1957. Pour davantage de détails sur Bartoli et sur l'influence décisive qu'il eut sur l'introduction du marxisme en économie, se reporter à notre ouvrage, POUCH (2001).
11. Cf. H. DENIS, *La Valeur*, Éditions Sociales, coll. « Les lois fondamentales du capitalisme », 1950 ; H. DENIS, « Science marxiste et critique catholique », *Économie et politique*, n. 36, juillet 1957, p. 19-25 et J. CALVEZ, *La Pensée de Karl Marx*, Paris, Seuil, 1956. Ces débats s'inscrivaient en pleine controverse sur le lyssenkisme, et donc sur le statut scientifique de la pensée marxiste.
12. Cf. TRAITÉ MARXISTE D'ÉCONOMIE POLITIQUE, *Le Capitalisme monopoliste d'État*, Éditions Sociales, deux volumes, 1971.
13. Cf. C. BETTELHEIM, *Planification et croissance accélérée*, éditions François Maspero, coll. « économie et socialisme », 1964 ; C. BETTELHEIM, *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, éditions François Maspero, coll. « économie et socialisme », 1966 et G. de BERNIS, « Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale », *Économie Appliquée*, n. 3-4, 1966, p. 419-451 et G. de BERNIS, « Les industries industrialisantes et les options algériennes. Deux stratégies pour l'industrialisation du Tiers-Monde », *Revue Tiers-Monde*, numéro 47, juin-septembre 1971, p. 545-563. Sur le parcours de Bettelheim, consulter F. DENORD, X. ZUNIGO, « "Révolutionnairement vôtre". Économie marxiste, militantisme intellectuel et expertise politique chez Charles Bettelheim », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 158, 2005, p. 8-29.
14. H. DENIS, *Histoire de la pensée économique*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Thémis », 1966.
15. La publication du manuel de Denis occasionne des notes critiques dans les plus prestigieuses revues économiques académiques, à commencer par la *Revue d'économie politique*, dans laquelle certains professeurs voient dans ce manuel une tentative de corrompre la jeunesse, tandis que d'autres, dans la *Revue économique*, y sentent un renouveau de la pensée marxiste et de l'histoire de la pensée économique.
16. Ces économistes voulaient en réalité en finir avec l'économie politique, non seulement en tant que discours scientifique mais aussi en tant que discours bourgeois dominant. Cf. C. BENETTI, *Valeur et répartition*, Presses Universitaires de Grenoble, coll. « Interventions en économie politique », 1976 et J. CARTELLIER et al., *Marx et l'économie politique. Essais sur les « théories de la plus-value »*, Presses Universitaires de Grenoble, coll. « Interventions en économie politique », 1977.
17. C. SERVOLIN, « L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste », in Y. TAVERNIER et al. (dir.), *L'Univers politique des paysans dans la France contemporaine*, éditions Armand Colin, 1972 et J. CAVAILHÈS, *Les Réponses des marxistes à la question agraire*, document de recherche, École Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques de Dijon (ENESAD), 1979.
18. T. POUCH, *La Guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*, éditions Choiseul, 2010.
19. Cf. M. AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis*, Éditions Calmann-Lévy, coll. « Perspectives de l'économie », 1976.
20. Il est intéressant de noter que M. Foucault, dès 1966, entend liquider le marxisme comme idéologie du passé : M. FOUCAULT, *Les Mots et les Choses*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des Sciences Humaines, 1966. Sur l'action de l'État, lire B. JOBERT, B. THÉRET, « France : la consécration républicaine du néolibéralisme », in B. JOBERT (dir.), *Le Tournant néolibéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 1994, p. 21-86.
21. A. CAMUS, *Discours de Suède*, Paris, Gallimard, 1957, p. 17. Lire également F. FURET, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, éditions Robert Laffont, 1995.
22. Cf. R. ABDELAL, *Capital Rules. The Construction of Global Finance*, Harvard University Press, 2007.

23. F. A. HAYEK, *The Road of Serfdom*, Routledge Press, 1944 ; F. A. HAYEK, *Law, Legislation and Liberty*, Volume I, *Rules and Order*, Chicago Press University, 1973 ; F. A. HAYEK, *Law, Legislation and Liberty*, Volume II, *The Mirage of Social Justice*, Chicago University Press, 1976 ; F. A. HAYEK, *Law, Legislation and Liberty*, Volume III, *The Political Order of a Free People*, Chicago University Press, 1979. Ne pas oublier que trois ans après la parution de *La Route de la servitude*, la Société du Mont-Pèlerin est créée, constituant l'un des actes fondateurs, avec, auparavant, le colloque Lippmann en 1938, du courant néolibéral, qui inspira par la suite les programmes économiques de Reagan et surtout de Thatcher. Cf. F. DENORD, *Néolibéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, éditions Demopolis, 2007 et S. AUDIER, *Aux origines du néolibéralisme. Le colloque Lippmann*, éditions Le Bord de l'Eau, coll. « Les voies du politique », 2008.
24. Il est intéressant de noter que François Ewald, ancien assistant de Michel Foucault au Collège de France, a rejoint l'Institut Turgot. Illustration supplémentaire de la fascination qu'a pu exercer la pensée libérale sur Foucault. Sur ce dernier point, lire I. GARO, *Foucault, Deleuze, Althusser & Marx*, Éditions Demopolis, 2011. On lira également avec profit G. de LAGANESRIE, *La Dernière Leçon de Michel Foucault. Sur le néolibéralisme, la théorie et la politique*, Paris, Fayard, coll. « À venir », 2012.
25. H. DENIS, *L'Économie de Marx, histoire d'un échec*, Presses Universitaires de France, 1980.
26. C. BENETTI et J. CARTELIER, *Marchands, salariat et capitalistes*, Presses Universitaires de Grenoble, coll. « Interventions en économie politique », 1981 ; J. CARTELIER, M. de VROEY, « L'approche de la régulation : un nouveau paradigme ? », *Économies et Sociétés*, série « Théorie de la régulation », n° 11, novembre 1989, p. 63-89.
27. M. AGLIETTA, A. ORLÉAN, *La Violence de la monnaie*, Presses Universitaires de France, coll. « économie en liberté », 1982.
28. Cf. P. STEINER, « La Revue économique 1950-1980. La marche vers l'orthodoxie académique », *Revue économique* n° 5, 2000, p. 1009-1058 ; M. BEAUD, G. DOSTALER, *La Pensée économique depuis Keynes*, Paris, Seuil, 1993 ; F. LEBARON, *La Croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 2000 ; T. POUCH, « La science économique sous le regard de Husserl », *L'Homme et la Société*, n° 175, 2010, p. 165-196.
29. Cf. I. BRUNO, *À vos marques, prêts... cherchez ! La stratégie européenne de Lisbonne, vers un marché de la recherche*, Éditions du Croquant, 2008.
30. Cf. P. ANDERSON, « Renewals », *New Left Review*, n° 1, January-February 2000, p. 9-31.
31. M. MAUSS « Essai sur le don » (1924), *Sociologie et anthropologie*, Presses Universitaires de France, coll. « Quadrige », 1985, p. 145-279 (ici p. 271-272).

RÉSUMÉS

À force de viser un haut degré de scientificité et se rapprocher ainsi des sciences dites dures, les économistes ont beaucoup œuvré depuis les années 1980 pour que tout discours critique soit gommé, pour ne pas dire évincé. Le marxisme en a constitué une illustration frappante. Pourtant, le marxisme ne s'est pas toujours situé en dehors de la science économique. Dès les années 1950, en raison de facteurs socio-économiques et politiques, le marxisme s'implante dans les Universités où l'économie est enseignée. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1970 que le mouvement de reflux du marxisme en économie s'enclenche, aboutissant à son éviction quasi-totale des enseignements et de la recherche en économie. Cet article revient sur les facteurs

ayant permis l'ouverture des Universités françaises au marxisme, sur les conséquences de cette présence, et sur les raisons profondes ayant conduit à sa sortie des corpus économiques.

By dint of acquiring a high degree of scientificity and hereafter getting closer to so called hard sciences, economists have been erasing any critical discourse in economics not to say eliminating it since the 1980's. Marxism is a striking illustration of this state of affairs even though it was not always located aside from economics. In the 1950's because of socio-economic and political factors, Marxism was implanted in the universities where economics was taught. It was not until the late 1970's that the movement of reflux of Marxism would engage ending up in its almost total eviction of the fields of teaching and research in economics. This article deals with the factors that led to the introduction of Marxism into French universities, its consequences and the inner reasons that led to its exit from economic corpuses.

Welche Faktoren haben den Durchbruch des Marxismus in der französischen Universität ermöglicht, was sind die Konsequenzen dieser Anwesenheit, welche tiefgehende Gründe haben dazu geführt, ihn aus dem Corpus der Wirtschaftsforschungen auszuschließen?

AUTEUR

THIERRY POUCH

Thierry Pouch est Chercheur associé au Laboratoire REGARDS de l'Université de Reims Champagne Ardenne depuis 2008. Il a publié *Les Économistes français et le marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1950-2000)*, Presses Universitaires de Rennes ; *La Guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*, Éditions Choiseul, 2010, *Agriculture et mondialisation. L'atout géopolitique de la France*, Presses de Sciences Po, 2013, avec Sébastien Abis, et a dirigé *La Politique économique : mutations et mondialisation*, L'Harmattan, 2006.